

# RETRAITES : SOLIDARITÉ OUI, INÉGALITÉS NON !

Le projet Sarkozy :



Serez-vous des nôtres  
le 7 septembre ?



La justice :  
notre exigence !



## Un plan d'austérité injuste

### L'approche comptable est biaisée

Avec l'augmentation de l'espérance de vie, la retraite représente aujourd'hui un quart de la vie, dont une dizaine d'années en moyenne sans incapacité majeure. Le système de retraite français permet que le niveau de vie des retraités soit en moyenne équivalent à celui des actifs. Ce n'est donc pas un âge de la vie improductif : les retraités ont une activité bénévole importante, les pensions font tourner l'économie, enfants, petits-enfants voire aînés bénéficient à l'occasion du soutien, notamment financier, des générations à la retraite.

Il n'y a rien de scandaleux à ce qu'à un plus grand nombre de retraités corresponde une part plus importante du revenu national (sans parler de la dépendance). La France a un taux d'épargne et une productivité du travail très élevés, son économie souffre surtout de l'écart de rentabilité entre investissements financiers et investissements productifs et de l'inégale répartition des richesses qui favorise l'épargne plutôt que la consommation.

### Le déficit doit être mis en perspective

Le Conseil d'Orientation des Retraites a montré que la moitié du déficit provenait de la crise déclenchée par des financiers irresponsables. Pourquoi les cotisants sont-ils seuls sollicités, ceux qui ont encaissé les bénéfices durant la période de la finance triomphante (baisse de 10 points de la part des salaires dans les revenus distribués au profit des dividendes) étant largement épargnés ?

La contrainte démographique ne se pose pas non plus en France de la même façon qu'ailleurs. Le papy-boom produira des effets pendant 20 à 25 ans, mais le niveau des naissances permettra de retrouver à la sortie un rapport du nombre d'actifs potentiels au nombre de retraités plus favorable. Le Fonds de Réserve des Retraites créé en 2002 devait permettre d'aider à passer ce cap. Depuis, les gouvernements se sont bien gardés de l'alimenter, et celui-ci veut même piller les réserves pour pallier une mauvaise gestion qui a fait exploser la dette publique.

Pour la CFDT, il y a un contraste très fort entre l'intensité de l'effort demandé aux salariés et aux fonctionnaires d'un côté et la faiblesse des mesures fiscales proposées de l'autre : les hauts revenus et les revenus du capital seraient très peu touchés : seulement 15% des efforts fournis en 2020.

Pour nous, c'est à la fiscalité, dont le rôle redistributif a été sérieusement affaibli ces dernières années, qu'il revient de prendre en charge la compensation des effets de la crise et les dépenses au titre de la solidarité (minimum de pension, validation des périodes de chômage non indemnisé etc).

### Un plan socialement déséquilibré

La réforme Sarkozy est inefficace car les transferts entre comptes sociaux ne sont pas pris en compte : vu la situation de l'emploi, le maintien en activité des seniors ne fera que transférer la charge des caisses de retraite vers l'assurance chômage.

En outre, sans véritables ressources nouvelles, le plan de financement n'offre aucune garantie au-delà de 2020, ce qui crée les conditions d'une nouvelle révision à la baisse des pensions dans quelques années. Il ne s'agit en vérité que de satisfaire les marchés financiers et – plutôt que de toucher à la fiscalité - de faire supporter aux salariés, et surtout aux moins bien lotis d'entre eux, par le biais des retraites, le poids d'une réduction brutale de la dette.